



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA REGION CENTRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Prestation de Commissariat aux comptes
pour les Chambres de Commerce et d'Industrie de
la Région Centre-Val de Loire pour les exercices
2026 à 2031 inclus**

PROCEDURE N° 2025-065

SOMMAIRE

ARTICLE 1 ^{ER} : OBJET	3
ARTICLE 2 : PROCEDURE	3
ARTICLE 2 BIS : TYPE DE MARCHE	4
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 5 : ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE	5
ARTICLE 7 : DETERMINATION DU PRIX.....	5
7.1 Contenu des prix.....	5
7.2 Nature des prix.....	6
ARTICLE 8 : AVANCE	6
ARTICLE 9 : PAIEMENT	7
9.1 Modalités	7
9.2 Factures	7
9.3 Paiement directs des cotraitants et des sous-traitants	8
ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DU OU DES TITULAIRE / CLAUSE DE CONFIDENTIALITE.....	8
ARTICLE 11 : UTILISATION DES RESULTATS DE L'ETUDE	10
ARTICLE 12 : INTERVENANTS.....	10
ARTICLE 13 : PENALITES.....	10
ARTICLE 14 : RESILIATION	11
ARTICLE 15 : ASSURANCES.....	11
ARTICLE 16 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	11
ARTICLE 17 : DIFFERENDS ET LITIGES	11
ARTICLE 18 : DEROGATION AU CCAG-FCS.....	11

Pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), le candidat sera soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Prestations intellectuelles (C.C.A.G./PI.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

Article 1^{er} : Objet

Le présent marché a pour objet l'attribution des missions de commissaires aux comptes des CCI de la Région Centre-Val de Loire (6 CCIT + 1 CCI Centre-Val de Loire) pour les exercices 2026 à 2031.

Par ailleurs, CCI Centre-Val de Loire a l'obligation de présenter des comptes combinés dont le périmètre de combinaison intègre à minima l'ensemble des chambres de commerce et d'industrie territoriales qui lui sont rattachées (article R 712-19 du code de commerce). Pour cette mission particulière un co-commissaires aux comptes est nommé.

En ce qui concerne les dispositions législatives et réglementaires relatives au commissariat aux comptes, le droit commun, en particulier les livres II et VIII du code de commerce, s'applique aux établissements du réseau consulaire sous réserve des règles qui leur sont propres. Il convient de noter, en particulier que :

- Chaque commissaire aux comptes exerce sa mission en se conformant aux lois et règlements ainsi qu'aux dispositions du code de déontologie de la profession. Il doit en particulier garantir son indépendance au regard des situations d'interdiction et d'incompatibilité qui y sont prévues. Afin de pouvoir en juger la liste des membres élus en exercice de chaque CCI est notamment fournie en annexe.

Code CPV principal : 74121230-4 Services de contrôle légal des comptes

Article 2 : Procédure

La procédure retenue est celle de la procédure formalisée et de l'appel d'offres ouvert suivant les articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Le présent marché est passé par la CCI Centre-Val de Loire en tant que centrale d'achat composé des organismes suivants :

CCI Centre-Val de Loire 1 Place Rivierre-Casalis CS 90 613 45400 Fleury-les-Aubrais N°SIRET : 18450011400261		
CCI du Cher (18) Avenue d'Issoudun 18000 Bourges N°SIRET : 18180001200013	CCI d'Eure-et-Loir (28) 5 bis avenue Marcel Proust CS 80 062 28008 Chartres Cedex N°SIRET : 18280001100104	CCI de l'Indre (36) 24 place Gambetta 36000 Châteauroux N°SIRET : 18360001400017
CCI Touraine (37) 5 allée Pina Bausch BP80 415 37204 Tours Cedex 3 N°SIRET : 18370001200051	CCI du Loir-et-Cher (41) 16 rue de la Vallée Maillard 41000 Blois N°SIRET : 18410001400010	CCI du Loiret (45) 1 place Rivierre-Casalis 45400 Fleury-les-Aubrais N°SIRET : 18450001500153

Article 2 BIS : Type de marché

Chaque membre qui voudra bénéficier de l'exécution du marché procédera à la conclusion de marchés subséquents, et au paiement, en tant que Pouvoir adjudicateur. Seule la conclusion d'un marché subséquent est susceptible d'engager contractuellement le membre de la centrale pour son propre lot.

L'accord-cadre est sans minimum mais avec un maximum par lot :

Pour le lot 1, le maximum est fixé à 210.000,00 € H.T pour la durée totale du marché soit maximum 35 000,00 € HT par an, conformément aux dispositions des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique.

Le lot 1 est multi-attributaire conformément à l'article R.2162-10 du code de la commande publique. L'attribution des marchés subséquent s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires. Les deux co-titulaires seront les deux premiers du classement au regard des critères d'analyses.

Pour les lots 2 à 7, le maximum pour chaque lot est de 120.000,00 € H.T. soit maximum 20 000,00 € HT par an, conformément aux dispositions des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique.

Les lot 2 à 7 sont mono-attributaire conformément à l'article R.2162-9 du code de la commande publique.

L'attribution des marchés subséquent s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

Il n'y a pas de remise en concurrence dans la mesure où les modalités techniques et financières sont définies par les pièces du marché.

Article 3 : Pièces contractuelles

Conformément à l'article 4 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché, prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ; L'exemplaire original conservé par la CCI Centre-Val de Loire fait seule foi.
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de Prestations Intellectuelles 2021 (CCAG/PI), non joints au dossier, réputé connus des candidats.
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci s'y réfère ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

Article 4 : Durée du marché

La durée du marché correspond à la durée légale d'un mandat de commissariat aux comptes sur six exercices comptables de 2026 2031.

Le marché prendra effet à compter de la nomination des Commissaires aux comptes par l'Assemblée Générale de la CCI concernée adoptant les comptes annuels 2025, au plus tard le 31 mai 2026.

Le marché prendra fin après la délibération de l'Assemblée générale de la CCI concerné qui adaptera les comptes de l'exercice 2031 et qui se tiendra au plus tard le 31 mai 2032 (pour les comptes des 6 CCIT et de la CCIR) et le 31 juillet 2032 pour les comptes combinés.

Article 5 : Allotissement

La prestation est allotie en 7 lots :

- **Lot 1 :**
 - o Nomination d'un commissaire aux comptes pour la CCI Centre-Val de Loire.
 - o Nomination d'un co-commissaire aux comptes pour la CCI Centre-Val de Loire.
- **Lot 2 :** Nomination d'un commissaire aux comptes pour la CCI du Cher (18).
- **Lot 3 :** Nomination d'un commissaire aux comptes pour la CCI de l'Eure-et-Loir (28).
- **Lot 4 :** Nomination d'un commissaire aux comptes pour la CCI de l'Indre (36).
- **Lot 5 :** Nomination d'un commissaire aux comptes pour la CCI de Touraine (37).
- **Lot 6 :** Nomination d'un commissaire aux comptes pour la CCI du Loir-et-Cher (41).
- **Lot 7 :** Nomination d'un commissaire aux comptes pour la CCI du Loiret (45).

L'attribution de chacun des lots et donc du commissaire et aux comptes n'aura lieu qu'à la condition que la CCI territoriale décide de souscrire au marché par la passation d'un marché subséquent.

Article 6 : Sous-traitance

En application de l'article L. 823-13 du code de commerce, les commissaires aux comptes peuvent se faire assister par des experts ou des collaborateurs qui peuvent appartenir à la structure d'exercice professionnel détentrice du mandat ou être des personnes « externes » à celle-ci. Un certain nombre de conditions doivent être respectées pour que le recours à des collaborateurs « externes » soit conforme aux dispositions légales et réglementaires et notamment à celles du code de déontologie.

Article 7 : Détermination du prix

7.1 Contenu des prix

Le marché comprend des prestations à prix forfaitaires

Selon les stipulations de l'acte d'engagement de chaque lot.

Un prix forfaitaire : pour chaque exercice comptable, sur la base des prestations indiquées dans la partie forfaitaire et définie dans chaque lot du CCTP.

Le prix indiqué s'entend tout frais inclus (frais de mission, fixes, administratifs déplacements ...etc).

Les prix sont réputés comprendre notamment les attestations et certifications demandées dans la limite de deux par an (hors certification classique annuelle des comptes).

Les prix stipulés dans l'acte d'engagement de chaque lot, sont des prix forfaitaires pour chaque exercice et pour la durée totale du marché, soit 6 exercices comptables.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que, notamment, tous les frais afférents à ladite mission, (élaboration et duplication des documents, déplacements, etc.), les marges pour risques, les marges bénéficiaires et l'ensemble des frais de déplacements.

Il en est de même des diligences ponctuelles relatives à la production de toute attestation nécessaire et consécutive aux demandes des organismes publics partenaires portant sur des états financiers établis par les services de chaque CCI membres et arrêtés par le Président et / ou le Trésorier, dans le cadre de la justification financière d'actions subventionnées.

7.2 Nature des prix

Les prix sont révisables annuellement à date d'anniversaire de début d'exécution du marché soit au 1^{er} juin de chaque année, par application de la formule suivante :

$$\mathbf{Pr = Po \times (Im / Io)}$$

Sachant que :

Pr : Prix révisé

Po : Prix initial du marché sur la base du dernier indice SYNTEC publié à la date limite de remise des offres finales (janvier 2026)

Im : dernier indice SYNTEC publié du mois de révision de prix (qui aura lieu en juin de chaque année)

Io : Indice SYNTEC du mois de la date limite de remise des offres

Article 8 : Avance

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Article 9 : Paiement

9.1 Modalités

Les prestations seront réglées en euros sur la base des factures présentées par les titulaires du marché. Les factures devront être présentées une fois les prestations effectuées.

Le paiement s'effectuera par virement bancaire dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément aux articles R3133-25 à R3133-28 du Code de la commande publique, le taux d'intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.2 Factures

Les factures devront être adressées, en fonction des lots, aux adresses indiquées à l'article 1^{er} du présent document.

La facturation dématérialisée est obligatoire et se fera uniquement au moyen de la plateforme chorus-pro.gouv.fr, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire adressera ses factures via le portail Internet « Chorus pro » : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'acheteur s'engage à fournir à la suite de l'attribution du marché l'ensemble des renseignements nécessaires afin que le titulaire puisse déposer / saisir ses factures dans Chorus Pro.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'Etat, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les CCI sont actives sur Chorus PRO avec leurs numéros SIRET indiqués à l'article 1 du présent document.

Les factures devront impérativement rappeler la référence du marché : 2025-065

Les paiements seront effectués par virement administratif selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures, au compte ouvert au nom du titulaire, dont les coordonnées sont précisées dans un relevé d'identité bancaire ou postal joint obligatoirement à son acte d'engagement.

Les coordonnées bancaires devront impérativement mentionner l'identifiant international de compte bancaire (IBAN + BIC/SWIFT).

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service en charge du suivi contractuel et administratif du marché et fournir le RIB correspondant.

9.3 Paiement directs des cotraitants et des sous-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les RIB de tous les membres doivent être annexés à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

Conformément à l'article R2193-11 du code de la commande publique, le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Conformément à l'article R2193-12 du code de la commande publique, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R2193-11 pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur.

Passé ce délai de quinze jours, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Conformément à l'article R2193-14 du code de la commande publique, lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Article 10 : Obligations du ou des titulaires / Clause de confidentialité

Pour l'accomplissement des diligences et prestations prévues au marché, le titulaire s'engage à donner ses meilleurs soins, conformément aux règles de l'art de la profession.

La présente obligation est, de convention expresse, que pure obligation de moyens.

Les obligations à mettre en œuvre par le titulaire sont définies dans les documents techniques.

10.1 Obligation de confidentialité

Il est fait application de l'article 5 du CCAG/PI et de l'article L.822-15 du code du Commerce.

Le commissaire aux comptes, ainsi que leurs collaborateurs et experts, sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance à raison de leurs fonctions. Ainsi, ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations et documents de toute nature, technique, administrative, juridique et stratégique, dont ils auraient eu connaissance dans le cadre de leurs pouvoirs d'information et d'investigation à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Ils s'interdisent notamment toutes communications écrites ou verbales sur le sujet et toute remise de documents à des tiers sans accord préalable de la CCI concernée.

En cas de violation de ces obligations, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le lot du marché concerné peut être résilié aux torts du titulaire conformément à l'article 39 du CCAG/PI.

10.2 Protection des données à caractère personnel

Il est fait application de l'article 5.2 du CCAG/PI.

Dans le cadre des consultations relatives aux appels d'offres qu'elle lance, la CCI centre-Val de Loire procède à une collecte d'informations et à la mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel.

Ce traitement, dont la finalité est d'assurer la gestion et le suivi du marché depuis son lancement jusqu'à son échéance, a notamment, pour objectifs, de permettre :

- la gestion des dossiers de candidature,
- l'analyse des offres,
- le choix du ou des candidats,
- le traitement des commandes, la réalisation de paiements et autres opérations administratives liées au marché,
- le suivi financier du marché,
- l'évaluation des prestations et plus globalement du ou des fournisseurs retenus.

Le traitement de données pourra contenir des informations sur les sous-traitants et cotraitants candidats ou retenus et pourra être complété par les coordonnées (tél fixe, mobile, adresse de messagerie, fax) de tous les intervenants du ou des candidats retenus (commerciaux, techniciens et autres intervenants) pendant toute la durée du marché.

Les données seront destinées à l'usage exclusif des Services de la CCI Centre-Val de Loire habilités à traiter et/ou recevoir ces données (Marchés, Comptabilité, bénéficiaires des prestations) et ne seront, en aucun cas, transmises, échangées ou cédées à des tiers.

Sauf disposition contraire, les données seront conservées conformément aux délais légaux de prescription applicables aux documents des dossiers de marchés publics.

Conformément aux dispositions de la Loi du 6 Janvier 1978 modifiée, les personnes concernées pourront exercer leur droit d'accès, de modification et/ou de suppression des données auprès de la CCI Centre-Val de Loire, 1 place Rivierre-Casalis – CS 90 613 45400 Fleury-les-Aubrais.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Article 11 : Utilisation des résultats de l'étude

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG/PI.

Le ou les titulaires du marché cèdent, dans les conditions du CCAG/PI, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché. Le pouvoir adjudicateur peut utiliser librement les résultats de l'étude.

Article 12 : Intervenants

Le titulaire demeure tout au long de la réalisation des prestations le seul responsable des intervenants. Le personnel du titulaire est sous son autorité, sa responsabilité hiérarchique et sa direction. Ainsi, il recrute, rémunère, emploie, forme et dirige sous sa seule responsabilité les intervenants désignés par lui pour la réalisation des prestations.

Le titulaire devra disposer de moyens humains suffisants pour réaliser les prestations dans la période et délais impartis.

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations les personnes dont les profils sont joints à l'offre. Il s'engage, sauf cas de force majeure, à maintenir ces personnes sur toute la durée du marché.

Par conséquent, en cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, et ce pour des raisons de force majeure, le titulaire doit impérativement en aviser le Pouvoir Adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétences équivalents.

Article 13 : Pénalités

Par dérogation à l'article **14.1. Pénalités pour retard du CCAG/PI** :

En cas de non-respect des délais contractuels d'exécution de la prestation, le titulaire du lot du marché concerné encourt une pénalité forfaitaire de 150 euros HT par jour calendaire de retard.

Le retard est constaté par le pouvoir adjudicateur dès lors que la date limite d'achèvement des prestations n'est pas respectée.

Ce retard fait l'objet d'une mise en demeure. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jour calendaire à compter de la notification de la mise en demeure pour présenter aux membres les raisons du retard. Passé ce délai, les pénalités seront appliquées.

Conformément à l'article 14.2. il est également prévu des pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité :

« En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article 14.1.1 :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative. »

Article 14 : Résiliation

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 du CCAG/PI.

Article 15 : Assurances

Les titulaires du marché s'engagent à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir de manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, la responsabilité qu'ils peuvent encourir soit de leur fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Les titulaires du marché s'engagent à payer régulièrement les primes correspondantes afin de justifier à première demande de la régularité de sa situation à toute demande de l'organisme contractant, par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Les titulaires du marché s'engagent à communiquer une attestation de ladite assurance dès que la CCI Centre-Val de Loire en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

Article 16 : Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Article 17 : Différends et litiges

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les parties, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante à signé le contrat, c'est-à-dire le Tribunal Administratif d'Orléans.

Article 18 : Dérogation au CCAG-FCS

Il est dérogé à l'article 14 du CCAG-PI par l'article 13. « Pénalités » du CC